

Art. 8. Le Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du
Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière
E. VAN DEN BRANDT

Art. 8. De minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 december 2022.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :
De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,
E. VAN DEN BRANDT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/43280]

23 DECEMBRE 2022. — Ordonnance relative au subventionnement des projets favorisant l'égalité des chances en Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

2° entité visée :

– toute association sans but lucratif ;

– toute association de fait ou personne morale de droit privé, qui poursuit un but désintéressé, ne poursuit pas de but de lucre ni d'activité commerciale à titre principal ;

3° projet : toute action ou ensemble d'actions menées par une ou plusieurs entités visées au 2°, dont l'objet principal est de favoriser l'égalité des chances en Région de Bruxelles-Capitale, qui s'inscrit dans les compétences régionales et qui cible les personnes qui y résident, y travaillent ou la visitent ;

4° projet récurrent : tout projet visé au 3° qui se répète de façon annuelle ou périodique ;

5° projet permanent : tout projet visé au 3° qui se développe ou est offert de façon continue ;

6° projet innovant : tout projet visé au 3° qui présente un caractère novateur ;

7° l'administration en charge de l'égalité des chances : administration au sein du Service public régional de Bruxelles qui met en œuvre la politique de l'égalité des chances pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde des subventions aux entités visées pour encourager la réalisation de l'égalité des chances en Région de Bruxelles-Capitale, conformément aux dispositions de la présente ordonnance.

Art. 4. Les subventions sont octroyées sur la base d'une demande formulée à la suite d'un appel à projets diffusé par l'administration en charge de l'égalité des chances.

Sans préjudice des conditions visées au chapitre II, la demande répond aux conditions suivantes, sous peine d'irrecevabilité :

1° être formulée par une ou plusieurs entités visées dont le siège social est établi sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou qui y exercent de manière régulière et principale leurs activités ;

2° être formulée par une ou plusieurs entités visées disposant d'une assurance couvrant leur responsabilité civile et celle de leur personnel salarié et bénévole ;

3° présenter un projet qui s'inscrit dans la thématique définie par l'appel à projets ;

4° être accompagnée des documents requis déterminés par le Gouvernement.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/43280]

23 DECEMBER 2022. — Ordonnantie betreffende de subsidiëring van projecten ter bevordering van gelijke kansen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

2° beoogde entiteit :

– elke vereniging zonder winstoogmerk ;

– elke feitelijke vereniging of privaatrechtelijke rechtspersoon die een belangeloos doel nastreeft, geen winstbejag nastreeft noch een handelsactiviteit als hoofdberoep ;

3° project : elke actie of elk geheel van acties ondernomen door een of meerdere entiteiten vermeld in 2°, met als hoofddoel de bevordering van gelijke kansen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig de gewestbevoegdheden en bedoeld voor personen die er verblijven, er werken of het Gewest bezoeken ;

4° recurrent project : elk project beoogd in 3° dat jaarlijks of om de zoveel tijd herhaald wordt ;

5° permanent project : elk project beoogd in 3° dat doorlopend ontwikkeld of aangeboden wordt ;

6° vernieuwend project : elk project beoogd in 3° dat een vernieuwend karakter vertoont ;

7° het bestuur belast met gelijke kansen : bestuur bij de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel dat het gelijkheidskansenbeleid voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest uitvoert.

Art. 3. Binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten kent de regering subsidies toe aan de beoogde entiteiten om de verwezenlijking van gelijke kansen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te bevorderen, in overeenstemming met de bepalingen van deze ordonnantie.

Art. 4. De subsidies worden toegekend op basis van een aanvraag opgesteld naar aanleiding van een projectoproep uitgeschreven door het bestuur belast met gelijke kansen.

Onverminderd de voorwaarden vermeld in hoofdstuk II moet de aanvraag voldoen aan de volgende voorwaarden, op straffe van onontvankelijkheid :

1° opgesteld worden door een of meerdere beoogde entiteiten waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of die er regelmatig en in hoofdzaak hun activiteiten uitoefenen ;

2° opgesteld worden door een of meerdere beoogde entiteiten die beschikken over een verzekering die hun burgerlijke aansprakelijkheid dekt en die van hun bezoldigd personeel en vrijwilligers ;

3° een project voorstellen dat past binnen het thema bepaald door de projectoproep ;

4° de vereiste documenten bevatten als bepaald door de regering.

Le Gouvernement peut déterminer des conditions de recevabilité supplémentaires relatives aux modalités de la demande ou en fonction de la nature particulière de la subvention demandée.

Le Gouvernement détermine les modalités des appels à projets et du traitement des demandes, les conditions d'octroi et de sélection et les dépenses admissibles, ainsi que les modalités de liquidation et de suivi.

Art. 5. La demande formulée pour un projet mené par plusieurs entités visées identifie l'entité promotrice et les entités partenaires. L'entité promotrice est l'unique contact et responsable pour le traitement de la demande et le suivi de la subvention, en ce compris sa liquidation.

CHAPITRE II. — *Des différentes natures de subventions*

Section I^{re}. — Soutien structurel

Art. 6. Le Gouvernement octroie aux entités visées qui en font la demande une subvention de soutien structurel de trois ans maximum pour l'exercice de leurs missions, dans les conditions visées dans la présente section.

Sous peine d'irrecevabilité, la demande est formulée par un collectif d'entités visées constitué au minimum de trois entités visées justifiant d'activités visant à favoriser l'égalité des chances en Région de Bruxelles-Capitale.

Le collectif est constitué d'entités d'ancienneté d'existence variable. Le Gouvernement détermine l'ancienneté minimale et maximale requise.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités et conditions d'octroi et de sélection, les dépenses admissibles, et les modalités de liquidation, de suivi et de retrait spécifiques des subventions de soutien structurel.

Section II. — Soutien de projets récurrents ou permanents

Art. 7. § 1er. Le Gouvernement octroie aux entités visées qui en font la demande une subvention de trois ans maximum pour mener à bien des projets récurrents ou permanents, dans les conditions visées dans la présente section.

§ 2. Pour être éligibles, les projets visés au paragraphe précédent sont présentés par une ou plusieurs entités visées qui font preuve d'une expérience préalable suffisante.

Sont réputés satisfaisant la condition d'expérience préalable suffisante :

- 1° les projets menés une fois au préalable s'il s'agit de projets récurrents ;
- 2° les projets menés en continu durant une année s'il s'agit de projets permanents.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités et conditions d'octroi et de sélection, les dépenses admissibles, et les modalités de liquidation, de suivi et de retrait spécifiques aux subventions de soutien de projets récurrents ou permanents.

Section III. — Soutien de projets innovants

Art. 8. Le Gouvernement octroie aux entités visées qui en font la demande une subvention d'une année maximum pour mener à bien des projets innovants, dans les conditions visées dans la présente section.

Le Gouvernement peut déterminer les modalités et conditions d'octroi et de sélection, les dépenses admissibles, et les modalités de liquidation, de suivi et de retrait spécifiques aux subventions de soutien de projets innovants.

CHAPITRE III. — *Rapportage*

Art. 9. Un rapport annuel de l'application de la présente ordonnance est publié sur le site internet de l'administration désignée pour son application. Ce rapport comprend une liste des entités subsidiées durant l'exercice, l'objet de la subvention et des montants perçus.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

De regering kan bijkomende ontvankelijkheidsvoorwaarden bepalen die verband houden met de nadere regels voor de aanvraag of op basis van de specifieke aard van de gevraagde subsidie.

De regering bepaalt de nadere regels voor de projectoproepen en de behandeling van de aanvragen, de toekennings- en selectievoorwaarden en de toelaatbare uitgaven, alsook de vereffening- en opvolgingsaspecten.

Art. 5. In de aanvraag opgesteld voor een project uitgevoerd door meerdere beoogde entiteiten moeten de promotorenteit en de partner-entiteiten duidelijk worden aangegeven. De promotorenteit is het enige contact en verantwoordelijk voor de behandeling van de aanvraag en de opvolging van de subsidie, met inbegrip van de vereffening ervan.

HOOFDSTUK II. — *De verschillende types subsidies*

Afdeling I. — Structurele steun

Art. 6. De regering kent aan de beoogde entiteiten die dit aanvragen een subsidie toe die maximaal drie jaar structurele steun biedt voor de uitvoering van hun opdracht, binnen de voorwaarden vermeld in deze afdeling.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag opgesteld door een groep beoogde entiteiten, die uit minimaal drie beoogde entiteiten bestaat die activiteiten aantonen die gelijke kansen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevorderen.

De groep bestaat uit entiteiten waarvan de ene al langer bestaan dan de andere. De regering bepaalt de vereiste minimum- en maximumancienniteit.

De regering kan de nadere regels en voorwaarden bepalen voor de toekenning en selectie, de toelaatbare uitgaven en de specifieke regels voor de vereffening, opvolging en intrekking van subsidies die structurele steun bieden.

Afdeling II. — Steun aan recurrenente of permanente projecten

Art. 7. § 1. De regering kent aan de beoogde entiteiten die dit aanvragen een subsidie met een looptijd van maximaal drie jaar toe voor recurrenente of permanente projecten, binnen de voorwaarden vermeld in deze afdeling.

§ 2. Om in aanmerking te komen moeten de projecten vermeld in de vorige paragraaf voorgesteld worden door een of meerdere entiteiten die voldoende voorafgaande ervaring kunnen aantonen.

Worden geacht te voldoen aan de voorwaarde van voldoende voorafgaande ervaring :

- 1° projecten die al eenmaal eerder hebben plaatsgevonden als het gaat om recurrenente projecten ;
- 2° projecten die een jaar lang doorlopend hebben plaatsgevonden als het gaat om permanente projecten.

De regering kan de nadere regels en voorwaarden bepalen voor de toekenning en selectie, de toelaatbare uitgaven en de specifieke regels voor de vereffening, opvolging en intrekking van subsidies die recurrenente of permanente projecten ondersteunen.

Afdeling III. — Steun voor vernieuwende projecten

Art. 8. De regering kent aan de beoogde entiteiten die dit aanvragen een subsidie met een looptijd van maximaal een jaar toe voor vernieuwende projecten, binnen de voorwaarden vermeld in deze afdeling.

De regering kan de nadere regels en voorwaarden bepalen voor de toekenning en selectie, de toelaatbare uitgaven en de specifieke regels voor de vereffening, opvolging en intrekking van subsidies die vernieuwende projecten ondersteunen.

HOOFDSTUK III. — *Rapportering*

Art. 9. Een jaarverslag over de toepassing van deze ordonnantie wordt gepubliceerd op de website van het bestuur aangewezen voor de uitvoering ervan. Het verslag omvat een lijst met de entiteiten die gesubsidieerd werden tijdens dat jaar, het voorwerp van de subsidie en de ontvangen bedragen.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 december 2022.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,
E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,
A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,
S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,
B. CLERFAYT

—————
Note

(1) Documents du Parlement :

Session ordinaire 2022-2023

A-622/1 Projet d'ordonnance

A-622/2 Rapport

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du jeudi 22 décembre 2022

Adoption : séance du vendredi 23 décembre 2022

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,
E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,
S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,
B. CLERFAYT

—————
Nota

(1) Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2022-2023

A-622/1 Ontwerp van ordonnantie

A-622/2 Verslag

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van donderdag 22 december 2022

Aanneming : vergadering van vrijdag 23 december 2022

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2022/42867]

Ordres nationaux

PALAIS

Par arrêté royal du 25 avril 2022, les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont attribuées à Mme Hilde CARDOEN, Lingère principale au Palais Royal.

Par arrêtés royaux du 20 octobre 2022 sont accordées les promotions, nominations et décorations suivantes :

Ordre de Léopold

Grand Officier

Monsieur Johan, Joseph, Clara BAERT, Président de Chambre au Conseil d'Etat, à la date du 8 avril 2016.

Commandeur

Monsieur Johnny, Mathilde, Joseph ANTHOONS, Premier conseiller au Sénat, à la date du 8 avril 2020

Madame Veerle DE BLESER, Première conseillère/21 à la Chambre des Représentants, à la date du 8 avril 2021

Madame Brigitte DE PLANCKE, Première conseillère/21 à la Chambre des Représentants, à la date du 15 novembre 2021

Monsieur Wim VERHAEST, Premier conseiller de direction au Sénat, à la date du 8 avril 2020.

Officier

Monsieur Albert, Jozef, Antoon HEYLEN, Major - Commandant de zone à la zone de secours West - poste Vilvorde, à la date du 15 novembre 2019

Madame Berlinda, nommée Linda RAEYEN, Conseillère adjointe - traductrice au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, à la date du 8 avril 2017

Monsieur Bram VAN THILLO, Référendaire au Conseil d'Etat, à la date du 15 novembre 2019.

Chevalier

Madame Brigitte ALLARD, Assistante de direction à la Chambre des Représentants, à la date du 15 novembre 2021

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2022/42867]

Nationale orden

PALEIS

Bij koninklijk besluit van 25 april 2022, worden de Gouden Palmen in de Kroonorde verleend aan mevrouw Hilde CARDOEN, Hoofd linnen-naaister bij het Koninklijk Paleis.

Bij koninklijke besluiten van 20 oktober 2022 zijn de volgende promoties, benoemingen en decoraties verleend:

Leopoldsorde

Grootofficier

De heer Johan, Joseph, Clara BAERT, Kamervoorzitter bij de raad van State, met ingang van 8 april 2016.

Commandeur

De heer Johnny, Mathilde, Joseph ANTHOONS, Eerste adviseur bij de Senaat, met ingang van 8 april 2020

Mevrouw Veerle DE BLESER, Eerste adviseur/21 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers, met ingang van 8 april 2021

Mevrouw Brigitte DE PLANCKE, Eerste adviseur/21 bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers, met ingang van 15 november 2021

De heer Wim VERHAEST, Eerste directieraad bij de Senaat, met ingang van 8 april 2020.

Officier

De heer Albert, Jozef, Antoon HEYLEN, Majoor - zonecommandant van de HVZ West - post Vilvoorde, met ingang van 15 november 2019

Mevrouw Berlinda genaamd Linda RAEYEN, Adjunct-adviseur-vertaler bij het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, met ingang van 8 april 2017

De heer Bram VAN THILLO, Referendaris bij de Raad van State, met ingang van 15 november 2019.

Ridder

Mevrouw Brigitte ALLARD, Directie-assistente bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers, met ingang van 15 november 2021